

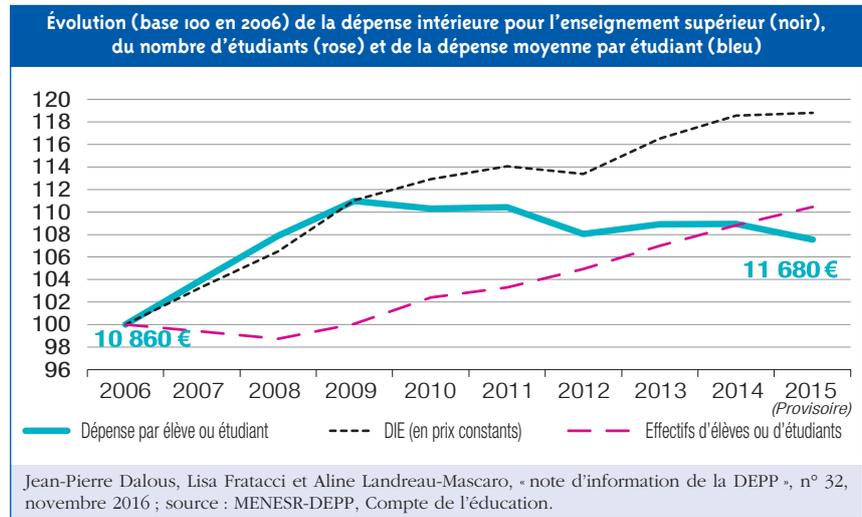
# Répartition : 100 millions d'euros, pour qui ?

La répartition des 100 millions d'euros de dotation supplémentaire aux établissements permettra, au mieux, d'abonder 10 % du financement d'une année d'étude par nouvel étudiant accueilli !

→ par Hervé Christofol, secrétaire général

La note d'information de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), du mois de novembre 2016, illustre les analyses que le SNESUP-FSU porte depuis plusieurs années : en France, depuis 2009, la croissance du nombre d'étudiants n'a pas été accompagnée par une hausse du financement de l'enseignement supérieur à la hauteur des besoins et des enjeux d'élévation du niveau de qualification de nos concitoyens. Le financement de l'État, qui représente 78 % des ressources des établissements publics et 9 % des ressources des établissements privés en 2015, a baissé en euros constants entre 2009 et 2016 !

Si 2016 aura été la rentrée universitaire la plus difficile, les 100 millions d'euros supplémentaires du budget 2017 affectés aux établissements ayant accueilli plus d'étudiants au cours des trois dernières années ne vont pas suffire à enrayer cette baisse. Sur cette période, 100 000 étudiants supplémentaires ont été accueillis dans l'enseignement supérieur. L'effort financier de l'État pour ces étudiants se réduit donc à 1 000 euros par étudiant, alors que le



financement moyen alloué pour un étudiant en 2015 se montait à 11 680 euros (92 % fonds publics + 9 % fonds privés + 9 % contribution des ménages). De plus, l'application d'une clé de répartition opaque a abouti à des dotations minimales de 200 000 euros pour chaque université et de 50 000 euros pour chaque école, y compris pour les établissements ayant accueilli moins d'étudiants ! Encore une occasion manquée de corriger les

inégalités historiques de dotation entre établissements.

Le financement moyen par étudiant devrait donc encore baisser en 2017. L'objectif de la Stranes de consacrer 2 % du produit intérieur brut à l'enseignement supérieur en 2025 (soit 50 milliards d'euros contre 30 milliards aujourd'hui), dont le livre blanc concevant la mise en œuvre est attendu dans les semaines qui viennent, semble toujours être repoussé. ●